

CORRIGÉ

1 – OBSERVATIONS DU JURY

L'esprit de l'épreuve consiste à :

- Vérifier l'acquisition personnelle de connaissances en économie ;
- Vérifier la capacité à exploiter un dossier documentaire ;
- Faire la preuve d'une capacité à présenter de façon logique et organisée des informations : il s'agit d'une dissertation.

Il n'est pas question en deux heures de livrer une somme exhaustive ; il est cependant attendu des candidats une capacité à faire le tour des grandes idées sur la question. Le texte quoique relativement bref doit être dense : il doit contenir des références aux travaux, aux concepts et aux mécanismes de l'analyse économique sur la question et ne pas être un étalage bavard de considérations assez vagues.

Les sujets proposés depuis des années sont centrés sur des problématiques classiques bien repérées :

- de façon à pouvoir différencier les candidats par la notation. La moyenne est de 10/20 conformément au souhait exprimé par les gestionnaires du concours : il est demandé de classer les copies, plus que d'indiquer un niveau dans l'absolu ;
- de façon à permettre de valoriser les candidats qui ont sérieusement préparé l'épreuve et qui mènent une réflexion argumentée de qualité utilisant les travaux de la science économique.

Le jury demande aux candidats un effort accru quant à l'acquisition de connaissances lors de la préparation du concours. Il ne viendrait pas à l'idée de choisir une épreuve de physique en n'y connaissant rien : il semble qu'en Économie, de trop

nombreuses personnes pensent qu'il est possible de raconter tout et n'importe quoi : de très nombreuses copies ne sont que des bavardages sans référence aux notions et travaux de la science économique. Les candidats doivent acquérir et faire un usage scientifique des concepts-clés de l'analyse économique au regard du programme du concours.

A. REMARQUES SUR LA FORME

PASSE
RELLE
2

Année après année, la présentation des copies est en progrès :

- Introduction, parties et conclusion sont visibles. Il faudrait faire un effort sur la structuration interne des parties en sous-parties. Chaque bloc doit mettre en avant une idée que le contenu vient étayer et démontrer : dissserter, c'est démontrer. La rédaction d'une phrase-titre pour chaque partie et sous-partie est impérative pour donner plus de cohérence aux devoirs, à condition qu'elle énonce une idée sous la forme d'une phrase courte mais éclairante. Peu importe que le plan soit matérialisé par des numéros et des phrases soulignées ou non.
- Concernant l'orthographe, l'accord de genre pour les adjectifs en -al (mondial, international, général, etc.) continue à être réalisé de façon fantaisiste. Il ne s'agit pourtant pas là d'un piège de la grammaire française. Un peu plus de rigueur pourrait permettre d'y remédier.

Les exigences de forme se justifient en particulier par le fait que les candidats auront à mettre en œuvre des qualités de clarté de communication dans leur vie professionnelle.

- « la bonne santé de l'économie », « l'état de santé d'un pays » : il n'est pas question de médecine. Ceci revient année après année.
- « Booster » : non, dynamiser, faire croître
- « Solutionner » : préférez le verbe résoudre

Rappelons également que l'introduction comporte trois parties : il s'agit d'abord d'amener le sujet, puis d'expliquer le problème, la question posée (la problématique) et enfin d'annoncer l'idée générale à démontrer et le plan (2 ou 3 parties). L'annonce du plan est obligatoire (elle présente en même temps ce que l'on veut démontrer) : il s'agit de répondre à la question posée. Le plan doit être clair, bien apparent (saut de lignes).

B. ANALYSE DU SUJET

Encore trop de copies ne comportent pas de définition des termes-clés du sujet en introduction.

Cela se répercute sur l'explication de la question posée (la problématique). Ainsi, comment espérer répondre à une question qui n'est pas expliquée ?

Nous attirons l'attention des candidats sur le fait que la compréhension par l'analyse des sujets soumis est une compétence professionnelle future : ils seront exposés à des demandes incessantes (on ne dira plus sujet) de la part de clients, de collaborateurs, de managers. S'ils ne font pas attention à ce qui leur est demandé, ils s'exposent à de graves déconvenues dont la sanction sera autrement plus lourde que du rouge dans la marge et une mauvaise note au concours : attention !

Pour l'an prochain, le jury réitère sa demande : l'introduction, outre les trois parties rappelées plus haut, doit comporter impérativement dans son contenu :

- La définition de tous les mots contenus dans le sujet ;
- Une explication de la question posée ;
- Une définition du champ spatial et temporel de la question ;
- Une annonce de l'idée générale et du plan.

1. *Le libellé*

Tous les termes du sujet doivent être analysés :

Les relations économiques internationales : cela englobe de façon tout à fait classique les échanges internationaux et les mouvements financiers et monétaires entre des résidents et des non-résidents.

De nombreuses copies n'ont traité qu'une partie de ces REI.

Les économies émergentes : cette notion apparaît dans les années 1980 pour désigner des pays du Tiers-Monde qui brisent le cercle vicieux du sous-développement (Nurske) en s'ouvrant à la mondialisation. Leur revenu par tête inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE est en forte croissance, leurs exportations de produits manufacturés augmentent plus rapidement que les échanges mondiaux et ils attirent des capitaux étrangers. Brésil, Russie, Inde, Chine (les « BRIC ») mais aussi le Maroc, etc.

De nombreuses copies ne parlent que de la Chine (trop étroit) ou se concentrent sur un exemple passé comme la Corée du Sud, Singapour, Les quatre Dragons.

L'idée d'émergence renvoie aussi à la notion de *Take off* de Rostow ce qui permettait d'enrichir ultérieurement l'analyse.

Rappelons qu'une définition assez substantielle des termes est une des conditions pour un travail fourni par la suite.

Bilan : ce mot a été laissé de côté la plupart du temps : cela aurait pourtant évité bien des hors-sujets. Si les candidats ne font pas attention aux termes du sujet, ils sont non seulement hors-sujet mais aussi ils ont l'impression que la commande passée est trop large pour deux heures.

Ici, définir le mot bilan permettait de cerner la demande : en français, un bilan est un résultat d'ensemble, positif ou négatif, d'une action ou d'une situation. Le sujet indiquait que les économies émergentes (définies) connaissaient une augmentation de leur position, de leur importance dans l'économie mondiale (*place*) depuis quelques années : **il fallait s'intéresser au résultat de ce mouvement**. Définir le mot aurait évité de décrire les causes de l'émergence dans le devoir, même si l'introduction pouvait rapidement en dégager les manifestations.

Le champ spatial est défini par les pays retenus comme économies émergentes. Le champ temporel du sujet est lié à la définition de l'émergence effectuée *supra*.

2. *Les documents*

Surtout pour une épreuve brève, le dossier documentaire est choisi de manière à aider les candidats en leur fournissant des pistes de réflexion à expliciter et à compléter. Rappelons qu'il est inutile de recopier ou de paraphraser les documents : les correcteurs ne sont pas dupes et cela n'apporte rien. Les documents ne sont pas un substitut.

Il faut cependant un minimum de connaissances pour pouvoir s'en servir. De nombreux candidats n'ont même pas utilisé les amorces d'arguments fournis par les documents destinés à les aider.

Précisons qu'il ne s'agit pas d'une épreuve de synthèse de documents que certains vont jusqu'à transformer en une opération exclusive visant à résumer leur contenu.

Les documents fournissent des amorces d'arguments volontairement très partielles. C'est la réflexion du candidat qui nous intéresse.



C. PRÉCISIONS

1. *L'alliance des mécanismes, des théories et des faits*

Il faut concilier les aspects d'analyse économique (mécanismes, théories) et les faits : ce n'est ni un exercice de modélisation, ni un descriptif pur et simple, une accumulation de faits sans référence aux travaux de la science économique.

La copie doit intégrer du vocabulaire scientifique, des concepts, des mécanismes, des auteurs cités à bon escient. Bref, les copies doivent refléter les apports de la science économique sur le sujet. Las, force est de constater la faiblesse de très nombreuses copies.

2. *Références pour préparer l'épreuve*

Il est demandé aux candidats de préparer l'ensemble du programme du concours et de ne pas penser traiter le sujet à travers le prisme du seul cours d'économie éventuellement suivi durant l'année universitaire courante. Pour aider les candidats, signalons :

- L'ouvrage édité chez Nathan sous la direction de C-D. Echaudemaison intitulé *L'économie aux concours des grandes écoles* : tout son contenu n'est pas exigible mais il est de qualité. Il permet de se mettre à jour rapidement sur tel ou tel point aussi bien du point de vue de l'analyse que de l'histoire économique.
- *Le Dictionnaire des sciences économiques* de A. Beitone, A. Cazorla, C. Dollo et A-M. Draï édité chez Armand Colin serait d'un usage salutaire pour acquérir le sens des notions au gré des révisions.
- Pour certains mécanismes, un manuel comme *Principes d'économie moderne* de J. Stiglitz édité chez De Boeck Université peut s'avérer utile.
- La revue *Alternatives Économiques* publie chaque année deux hors séries, l'un sur l'économie nationale, l'autre sur l'économie mondiale : il y a là un balayage systématique des thèmes actuels avec des mises en perspective historique.
- La consultation des numéros récents des *Cahiers Français* à la Documentation Française permet de lire quelques articles synthétiques très intéressants.
- Signalons enfin deux ouvrages de poche bien commodes publiés chaque année depuis plus de dix ans à La Découverte dans la collection Repères : *L'économie française* avec la collaboration de l'OFCE et *L'économie mondiale* avec la collaboration du CEPII. Dans un format très court mais dense et rigoureux scientifiquement, les candidats trouveront des synthèses remarquables sur les thèmes qui les préoccupent.

La préparation à cette épreuve doit intégrer l'acquisition de connaissances minimales sur les grands traits de l'histoire économique depuis 1945.

2 – PROPOSITION DE CORRIGÉ (PLAN DÉTAILLÉ)

Il n'y a pas qu'une seule manière de traiter un sujet : plusieurs types de plans peuvent être envisagés (en particulier, il est absurde de s'imposer *a priori* de faire deux ou trois parties). De nombreuses copies ont obtenu de très bonnes notes avec d'autres plans, d'autres approches que celle proposée.

Ce qui compte, c'est la pertinence, la logique, la clarté des démonstrations permettant de traiter le sujet.

La rédaction qui suit propose un tour de la question fourni pour une épreuve de deux heures ; mais il permet d'insister sur les attentes : il faut rédiger un texte dense et argumenté et non un bavardage approximatif.

INTRODUCTION

1) *On amène le sujet*

Historiquement, les pays dits du Tiers-Monde ont souvent été tentés par des politiques visant certes un rattrapage des pays développés mais par des moyens de substitutions des importations. Leur bilan est désastreux, cherchant à produire absolument localement ce qui pouvait être obtenu de façon moins coûteuse pour le pays sans remettre en cause ses intérêts vitaux.

Dans les années 1980 apparaît la notion d'« économies émergentes » pour désigner des pays du Tiers-Monde qui brisent le cercle vicieux du sous-développement (Nurske) en s'ouvrant à la mondialisation. Leur revenu par tête inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE est en forte croissance, leurs exportations de produits manufacturés augmentent plus rapidement que les échanges mondiaux et ils attirent des capitaux étrangers. Brésil, Russie, Inde, Chine (les « BRIC ») mais aussi le Maroc, etc.

2) *On pose le problème*

Quel bilan peut-on faire de l'accroissement de la place prise par les économies émergentes dans les relations économiques internationales ?

Déjà, des stratégies de promotion d'exportations avaient présidé avec succès au rattrapage des Quatre dragons (Corée du sud, Taïwan, Hong-Kong, Singapour). À leur suite, quelques décennies plus tard, un nouvel ensemble de pays entre sur le devant de la scène économique.

Bouleversements commerciaux avec l'augmentation du taux d'ouverture de ces économies, insertion croissante rapide dans des circuits financiers internationaux, création d'une famille d'actifs sous le nom de « marchés émergents » dans les organismes financiers, il s'agit d'apprécier le résultat positif ou négatif d'un mouvement qui voit l'augmentation de leur position, de leur importance dans l'économie mondiale depuis quelques années.

On se centrera en priorité sur le point de vue de ces économies émergentes.

3) *On annonce le plan et l'idée générale* : il s'agit de construire une phrase de manière à indiquer la thèse et annoncer la progression de l'argumentation sans

ambiguïté (elle peut être construite comme un quasi-assemblage des phases-titres des parties I et II)

1. LES ÉCONOMIES ÉMERGENTES ONT BÉNÉFICIÉ DES EFFETS POSITIFS DE L'INSERTION DANS LE COMMERCE ET LES RELATIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES



A. L'insertion dans le commerce international a été une stratégie gagnante par promotion des exportations sur la base des avantages comparatifs

- Suivant une spécialisation sur les avantages comparatifs ricardiens, les pays ont dégagé un gain à l'échange (gains de productivité, accroissement de l'offre, compétitivité prix fort qui permet alors d'inonder les marchés mondiaux (gains supplémentaires dus aux économies d'échelle permises par une production importante, argument smithien du Grand marché) et permet aux acheteurs un approvisionnement moins coûteux qu'une production locale aux conditions de production locales.
- Cet avantage comparatif peut provenir de dotation factorielles (HOS : terre agricole pour le Brésil, travail peu qualifié abondant pour la Chine, matières premières minérales pour la Russie) ou être construit par un début de remontée de filière amenant ces pays sur quelques produits à plus forte valeur ajoutée, se valorisant mieux dans l'échange (électronique chinoise, aéronautique et agro carburants brésiliens).
- Les exportations permettent de financer les importations des pays, bien avant de dégager des excédents commerciaux importants (argument néo-mercantiliste).
- Le fort réservoir de population agricole pèse sur la croissance des salaires qui progressent moins vite que la productivité en moyenne. Les profits importants sont réinvestis et les taux d'investissement sont très élevés ce qui accélère la croissance dans un processus vertueux (Taux de croissance Chinois et Indien par exemple).
- La part des pays émergents dans les exportations mondiales a donc cru de façon très importante, en direction des pays développés pour l'essentiel mais aussi pour une part plus faible à destination des pays du Sud, qui y trouvent ainsi l'occasion de se procurer des produits à un coût très faible, bien adapté à un pouvoir d'achat minime des populations.

B. L'ouverture aux capitaux étrangers a permis une croissance forte

- Les capitaux étrangers ont été attirés par nombre de zones franches et d'avantages consentis : ces pays sont la destination importante de flux d'IDE en provenance de pays développés. Les perspectives de croissance d'un marché local en expansion progressive ont également attiré les investisseurs : produire localement près des clients.
- Ce ne sont pas tant des pans entiers d'industries de pays développés qui ont été accueillis sous forme de délocalisation mais des segments d'activités dans les processus productifs (impartition internationale) qui ont été transférés (DIPP, B. Lassudrie-Duchêne) : la Chine n'en est pas moins devenue un « atelier du monde »

et les pays développés peuvent maintenir la compétitivité-prix de leurs produits par une impartition ciblée.

- Cet accueil d'IDE a été un vecteur de transfert de connaissances pour les pays émergents et de nouvelles techniques et exigences de production : ceci alimente le changement économique et social : modes de production (productivité, qualité), consommation.
- L'épargne étrangère s'est substituée à l'épargne locale au début du processus (accumulation primitive) même si les excédents commerciaux maintenant dégagés font de ces pays des agents à capacité de financement du reste du monde : que ce soit pour le financement de la dette publique des États-Unis par achat de titres sur les marchés obligataires ou par les investissements de portefeuille des fonds souverains.

Conclusion partielle

- 1) Reprise de l'idée de la phrase titre du I
- 2) Transition vers le II

2. CETTE STRATÉGIE D'OUVERTURE N'EST PAS SANS ÊTRE PORTEUSE DE RISQUES POUR LES PAYS EUX-MÊMES

A. Le décollage de ces pays (Take off, Rostow) permis par l'insertion dans la DIT laisse des questions en suspens pour permettre le développement de l'économie interne et la progression de leur IDH

- Si les taux de croissance du PIB en volume des pays émergents sont mirobolants pour nombre d'entre eux, il y a plus qu'un pas de la croissance au développement.
- Des pans entiers de leurs économies restent à côté de ces poches de croissance : le niveau de vie moyen progresse mais souvent avec des inégalités extraordinaires. Même si Kuznets nous apprend que le début des moments de rattrapage semblent s'accompagner d'inégalités de revenus croissantes allant en s'estompant par la suite, Chine, Inde, Russie et Brésil ont une population immense à la différence des précédentes vagues d'émergence (Corée du Sud, Singapour, etc.). Le gigantesque réservoir de main-d'œuvre peu qualifiée permet de peser sur la croissance des salaires. Même si le « salaire minimum » chinois a beaucoup augmenté, des situations conflictuelles voire émeutières sont à craindre sans une politique de redistribution et/ou cherchant à diffuser la croissance à l'ensemble de la population qui pour l'instant reste pour l'essentiel à l'écart de la croissance. Comme en Russie avec la rente pétrolière, gazière et minérale, les inégalités sont immenses et croissantes entre quelques bénéficiaires et l'ensemble de la population.
- On sait aussi que des inégalités trop fortes sont un obstacle à la croissance et au développement : les exemples des Quatre Dragons ont montré que le développement pouvait se pérenniser avec une maîtrise des inégalités et une volonté publique affirmée à travers des politiques publiques. Éducation, santé, infrastructures : tout reste à faire et va demander d'énormes moyens financiers si les gouvernements veulent faire profiter l'ensemble de leur pays des retombées de cette croissance au lieu de privilégier pour l'instant apparatchiks et oligarques

dans des régimes encore totalitaires pour nombre d'entre eux. En Inde, s'il est possible de se faire opérer au standard de qualité des pays européens ou des États-Unis, la mort de millions d'indigents reste un défi pour une politique de santé, illustrant ainsi le défi posé par ces stratégies d'ouverture.

B. Les excédents d'épargne accumulés grâce à des balances commerciales au solde de plus en plus excédentaire et l'ouverture de marchés financiers parfois débridés sont générateurs de risques financiers à l'échelle mondiale

- Les stratégies de promotion des exportations et d'accueil de capitaux étrangers ont été accompagnées d'une ouverture financière : les pays émergents désignent alors des pays qui ouvrent leurs marchés des capitaux, voire les créent non sans entraîner des difficultés.
- Les pays émergents, en Asie en particulier, ont accumulés des excédents commerciaux générant des réserves de change considérables. Ces excédents commerciaux ont été acquis outre les raisons exposées supra par des politiques de monnaie dépréciée et sous-évaluée (ex : le yuan). D'autres acteurs demandaient le relèvement des taux de change dont la dépréciation donnait un avantage concurrentiel déloyal dans le commerce international (équivalente à du protectionnisme). Les organisations financières internationales (FMI et Banque mondiale) ont cependant encouragé ces pays à des politiques d'ancrage sur le dollar pour donner confiance aux détenteurs de capitaux.
- Les bourses locales sont le lieu d'échange de sommes très importantes d'autant plus que certains agents locaux interviennent pour placer leur épargne sur ces marchés. Mais ces marchés sont très volatils : les capitaux y sont internationalement très mobiles, leur liquidité est faible, les règles de fonctionnement et de transparence très aléatoires. Les entrées de capitaux alimentent la création monétaire dont le contrôle est très délicat de la part d'autorités monétaires peu habituées à des opérations de réglage fin.
- Cumulées avec un système bancaire souvent fragile aux opérations trop peu guidées par des règles économiques strictes au profit de réglementations plus politiques, ce sont des bulles spéculatives sur les marchés immobiliers et boursiers qui éclatent en crises financières qui se propagent à l'ensemble du système financier : le risque systémique est important.

Conclusion partielle : reprise de la phrase-titre du II. Pas de transition.

CONCLUSION

- 1) Reprise de l'idée générale (introduction 3)
- 2) Ouverture : Gestion de la rente pour les pays alimentés par les matières premières, dépassement de la croissance extensive pour les pays très peuplés et à grand territoire, les enjeux sont une croissance profitant aux populations, une régulation moderne des économies et une participation coopérative aux relations internationales.